



Certains annoncent la mort de l'histoire de France. Ce n'est pas l'avis de Dominique Borne, qui l'a longtemps enseignée. Il prend le sujet à bras-le-corps et ouvre le débat contre les partisans du repli ou de l'oubli.

Nos histoires de France



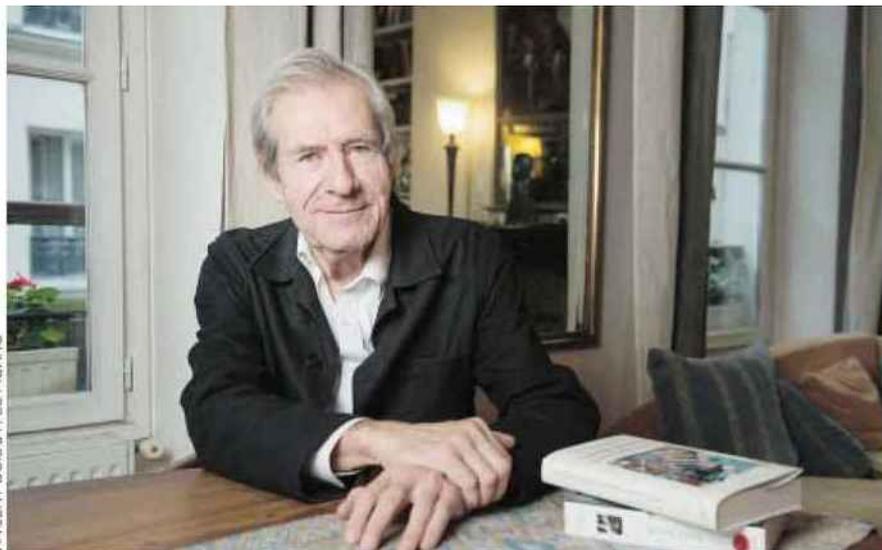
TÊTE À TÊTE

Charles Jaigu
cjaigu@lefigaro.fr

V oici « le » professeur d'histoire, l'inspecteur général de l'Éducation nationale en personne. Il nous reçoit dans un appartement à colombage tout près de l'ancienne muraille de la Bastille. À 75 ans, Dominique Borne publie un livre vif, utile et très personnel, qui devrait animer le débat sur l'enseignement et la transmission de l'histoire, débat obsessionnel en ce vieux pays d'écorchés vifs. Une carrière commencée à Sfax, en Tunisie, terminée au lycée Henri-IV à Paris, continuée dans les services de l'Inspection générale. C'est un homme de terrain, qui théorise, et qui ose suggérer des voies de passage pour raconter différemment au grand public, scolaire mais pas seulement, cette épopée qui fut longtemps sacralisée par les patriotes de droite ou de gauche, avant d'être ringardisée et méprisée. Aujourd'hui, Clio est de moins en moins honorée, et de moins en moins lue - les éditeurs en témoignent. Formé à l'école des « lieux de mémoire » de Pierre Nora - ce dernier est son éditeur -, Borne jette, tout comme Nora, un regard séculier sur cette impressionnante cathédrale qu'est l'histoire de France. « Je suis sur une ligne de crête. Je vais me faire attaquer des deux

côtés, ceux qui veulent un retour à Malet et Isaac, au roman national, et de l'autre ceux qui ne jurent que par ce qu'on appelle désormais "l'histoire connectée" ou globale (qui étudie les interactions et les interdépendances entre les sociétés, par-delà les découpages étatiques, NDLR) », nous confie l'auteur. Tel est le postulat: la France n'est pas fixée dans une essence éternelle, elle est multiple, évolutive et capable d'étonnantes métamorphoses. Et elle se prête toujours à une histoire spécifique.

Borne se livre d'abord à un passionnant état des lieux: quelle histoire de France racontait-on dans les écoles jusque dans les années 1960? Les enseignements privé et public ne proposaient pas la même, mais notre historien souligne finalement les convergences entre ce qu'il appelle « l'histoire providentielle », celle qui célèbre ces « quarante rois qui ont fait la France », du baptême de Clovis à la mort de Louis XVI, et celle qui émerge au XIX^e siècle, ce roman national républicain à partir duquel Ernest Lavisse voulait former de bons patriotes. Deux récits naïfs, linéaires, touchants. Deux catéchismes censés faire de bons Français. Mais après tout, cette simplicité ne manque-t-elle pas un peu? « La particularité nationale est à compter au nombre des infortunes providentielles qui empêchent les humains de se prendre pour des dieux », fait justement valoir Régis Debray. Réponse de Borne: « La France a toujours fait une place plus importante que dans



VINCENT BOISOT/LE FIGARO

Désormais, relève Dominique Borne, les deux seuls éléments des programmes que l'on retrouve à tous les niveaux d'enseignement sont la Révolution française (version droits de l'homme) et la Shoah

d'autres pays au reste du monde», en appliquant la règle des trois tiers : la France, l'Europe, le monde.

Pendant plus de deux siècles, le récit de la France fille aînée de l'Église et celui de la France fille des Lumières, Jeanne d'Arc et Voltaire ont en réalité été les héros d'un même projet orienté vers la célébration de la Grande Nation, ce que Borne appelle des « téléologies », des récits finalisés. « L'histoire de France s'est construite en un temps où elle pouvait dire la montée en puissance d'un Royaume, l'édification d'un État, la prise de conscience d'une nation. Cette histoire était faite pour magnifier la trajectoire, européenne et mondiale, d'un territoire prédestiné », résume Borne.

Et puis, patatras ! Ce double récit s'est grippé. Une victoire dans la douleur en 1918, une défaite dans la honte en 1940 enfoncent les premières certitudes. Puis, dans les années 1960, les évidences d'hier sont bousculées par la transformation brutale d'un pays : la disparition de la paysannerie millénaire, des colonies, de l'industrie lourde appuyée sur le charbon ! Celle enfin du citoyen en armes, que symbolisait la conscription universelle, supprimée en 1998. L'ordre stabilisé sous la III^e République n'est plus. La nation est dématée, emportée dans la dérive des continents. À cela s'ajoutent d'autres changements, plus modestes, qui relèguent le récit historique au second rang. Qu'il s'agisse du « cours d'éducation civique » qu'on inflige aux élèves, ou de la création des cours d'économie, qui ont amputé une partie des heures consacrées à l'histoire. Qu'il s'agisse enfin de la domination des sensibilités contemporaines par « le présentisme » : « Notre époque est plus soucieuse d'immédiateté que de profondeur généalogique. L'histoire des nations n'éclaire plus les temps connectés que nous vivons. L'immédiat, c'est le monde », écrit Borne. En quelques années, la frise héroïque des batailles et des grands hommes s'est effacée. Désormais, relève Borne, les deux seuls éléments de programmes que l'on retrouve à tous les niveaux d'enseignement sont la Révolution française (version droits de l'homme) et la Shoah. « Le patriotisme était devenu ringard, il fallait remplacer l'histoire par la morale et passer ainsi de l'innocence à la culpabilité. » Triste moralisation du récit où l'histoire est racontée du point de vue des victimes. La France est achevée. On n'ose plus la raconter sans paraître co-cardier.

Alors que faire ? « Quand j'étais prof en Seine-Saint-Denis et qu'ils allaient à Paris, les élèves disaient : "On va chez les céfran" », se souvient Borne. Est-ce faire preuve d'une rigueur inepte de demander à ceux qui arrivent en France de s'intéresser à une histoire qui n'est pas la leur ? Ou faut-il, comme le suggère Borne, ouvrir le compas ? Pour inclure « les mémoires blessées ou exclues ». Borne ne propose pas de le faire en donnant la parole aux revendications doloristes des communautés, il suggère par exemple une histoire des mouvements migratoires, capable de retisser une continuité qui rattache le calvaire de la Bretonne Bécassine au XIX^e siècle aux sentiments d'exclusion de l'Algérien Mouloud à la fin du XX^e. Oui, la France n'a jamais été une race mais un creuset, et cela se raconte, oui les « assimilations » ont été violentes. Borne propose aussi la recherche des traces d'islam dans l'histoire de France, depuis Charles Martel, les croisades, l'alliance avec le Grand Turc, l'Algérie d'Abd-el-Kader, la création du Liban. L'Islam et la Méditerranée font partie de notre premier horizon. Il suggère donc de sortir de la crise du récit historique avec un projet plus polyphonique, qui montre les changements de cap, les mille manières de « faire la France ».

Mais il suggère aussi, mine de rien, la logique européenne de l'histoire de France. « Elle est sortie du chaos européen après l'ère carolingienne, aujourd'hui, elle se fonde à nouveau dans cet ensemble. » Mais, reconnaît-il, un récit européen ne peut se substituer au récit national, les deux récits ont toujours fonctionné en résonance. « Les enseignants savent combien il est ardu de mettre en intrigue la construction européenne, cet empilement de règles et de normes. » Charlemagne pour le moment est plus fascinant que Jean Monnet. ■

